

L'Abelle de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conté et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI 7 MAI 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.
Un an.....\$12 00
Six mois..... 6 00
Trois mois..... 3 00
Un mois..... 1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.
Un an.....\$3 00
Six mois..... 1 50
Quatre mois..... 1 00
Trois mois..... 75

La question de l'argent.

Il y a longtemps que nous n'avons assisté à une agitation pareille à celle qu'a provoquée, depuis plusieurs années, la question du frappeage libre et illimité de l'argent. Pour en rencontrer une semblable, il faut remonter à trente-cinq ou trente-six ans en arrière, à l'époque de la terrible question de l'esclavage, qui a divisé le pays en deux camps et l'a conduit aux conséquences fatales dont nous ressentons encore aujourd'hui les effets.

Il n'est pas besoin d'être un bien fin observateur pour s'apercevoir que, à l'heure qu'il est, comme alors, c'est une question sectionnelle qui divise l'Union et menace d'y provoquer une nouvelle tempête; cela est si vrai que le mot de nécessité a déjà été prononcé au fond de l'Ouest. Il faut dire aussi que la menace a été proférée par des partisans à outrance du bi-métallisme, et que l'on aurait tort de s'en effrayer outre mesure. Prenons-y garde, cependant; de pareilles questions produisent toujours et fatalement de profondes divisions dans un pays, non pas précisément et uniquement parce qu'elles sont sectionnelles; la solution de problèmes de ce genre peut sembler au premier abord ne devoir profiter qu'à une partie du pays, et cependant procurer au pays entier, dans l'avenir, d'incalculables bienfaits.

En voici un exemple bien frappant et plein d'actualité. Il se produit en ce moment, du nord et du nord-ouest au sud, une forte émigration, non seulement de travailleurs, d'agriculteurs, d'industriels, mais de capitaines et de manufactures. Que le Nord voie d'un assez mauvais œil cette émigration qui le prive d'une partie de ce qui a fait jusqu'ici sa force, sa richesse, rien de plus naturel. Nous aurions grand tort de nous en formaliser.

Mais qu'y faire? Est-il vrai, oui ou non, que nous ayons, en terrains fertiles et non exploités, des ressources immenses que ne possèdent pas, ou du moins que ne possèdent plus le nord et l'ouest? Est-il vrai que nous ayons dans notre sous-sol, sous forme de mines et sur la surface de ce même sol, sous forme de forêts, des richesses incalculables, et qu'il est plus facile et moins dispendieux de les exploiter que celles de ces deux régions?

Est-il vrai que nos filatures et nos usines de métallurgie peuvent être construites et fonctionner à meilleur marché qu'au Nord et à l'Ouest, parce que, d'abord, la manufacture s'élève ici presque toujours près de la matière première et qu'il n'y a jamais le moindre frais de transport à payer; ensuite, parce que, chez nous, le prix de la main d'œuvre est beaucoup moins élevé?

Dans de pareilles conditions est-il possible, est-il juste de chercher à arrêter ou à ralentir un mouvement d'émigration qui ne doit aboutir qu'à un nouvel essor d'industries qui commencent à se fatiguer, et à l'enrichissement général du pays?

Banissons donc de toutes nos discussions cette idée de préférence sectionnelle qui n'a rien à voir dans la question. Que nous importe que la solution du problème soit favorable ou défavorable à l'Ouest ou à l'Est? Si, en réalité,

la masse des populations du pays doit en profiter, il faut l'adopter. Si, au contraire, la nation est condamnée à en souffrir, si le frappeage illimité de l'argent doit conduire fatalement le pays à un véritable désastre, notre devoir est de lui faire obstacle. Dans une situation comme celle où nous nous trouvons, les questions de sections, les questions de partis veulent être mises de côté, pour ne songer qu'au bien général, et nous avons bien peur que la frappe illimitée du métal blanc ne produise le plus effrayant désordre dans le monde financier, qu'il ne conduise la nation à l'abîme.

LA GALANTERIE DE M. FAURE.

En s'éloignant de ce que M. Félix Faure a répondu en anglais au capitaine de vaisseau de Sa Majesté Britannique stationnant au Havre, une feuille parisienne semble avoir fait une confusion. Il n'y a pas eu de l'incorrection. Si le français est la langue diplomatique obligée, c'est quand il s'emploie avec des diplomates, non avec des marins. Depuis Louis XVIII, du reste, presque tous les souverains de France ont fait la galanterie à la langue de distinction non diplomatique de s'exprimer devant eux dans la langue de Shakespeare. Napoléon III ne parlait jamais qu'anglais avec lord Malmebury, qui relate le fait dans ses mémoires. C'est également l'anglais qu'il employa devant la reine Victoria pendant la visite de la souveraine d'Angleterre à l'Exposition de 1855.

En revanche, ni M. Thiers, ni le maréchal Mac-Mahon, ni M. Grévy, ni M. Carnot n'ont parlé l'anglais avec des Anglais, pour cette raison péremptoire que tous les quatre possédaient insuffisamment cette langue, à commencer par M. Grévy, qui s'obligeait à prononcer le nom de lord Lyons comme la ville de Lyon.

Le Règlement Définitif de l'Affaire du Nicaragua.

Enfin, le sol du Nicaragua a été évacué par les Anglais. On sait que le ministre du Salvador à Paris et à Londres, s'était porté garant du paiement de l'indemnité due à l'Angleterre par le Nicaragua, et que le gouvernement de la Reine avait accepté cette garantie. Aussitôt que la nouveauté de l'acceptation de cette convention eut été reçue à Londres, ordre a été donné à l'amiral Stephenson, non seulement d'évacuer la Douane de Corinto, mais le port même. L'indemnité ne sera pas payée au Nicaragua, ni aux forces anglaises, mais à Londres même, juste quinze jours après le départ de la flotte du port.

Voilà donc cette vilaine affaire, qui a causé tant de troubles à Washington, terminée d'une façon assez honorable. Elle aura, espérons-le, un résultat heureux pour l'Amérique Centrale. Il devient évident non seulement pour les étrangers, mais aussi aux yeux des gouvernements de ces petites républiques, que, réduites à leurs propres forces, elles sont incapables de la moindre résistance. Il vaudrait cent fois mieux pour elles s'unir par une alliance ou moins défensive contre les entreprises des dehors.

On sait maintenant que la Grande-Bretagne est bien déterminée à régler elle-même, directement, sans aucun arbitrage, les différends qui peuvent surgir à chaque instant entre elle et chacune de ces républiques.

Cette triste aventure servira de leçon au Guatemala, au Nicaragua, au Salvador, au Honduras, au Costa Rica, qui n'ont d'autre alternative que de se constituer en confédération ou de périr tôt ou tard, l'une après l'autre, sous les coups d'un ennemi quelconque venant, soit du sud, soit du nord. Tout récemment encore, le Guatemala ne s'est-il pas attiré sur les bras une assez mauvaise affaire avec le Mexique; les choses ne se fussent-elles pas passées autrement, si les républiques en question eussent eu entr'elles un solide lien de solidarité.

Appelées par leur position exceptionnelle à devenir la voie centrale du grand négoce interocéanique, il faut qu'elles soient, un jour ou l'autre, neutralisées par les grandes puissances maritimes du globe, ou absorbées par l'une d'elles, par l'Union américaine, par exemple.

Pas d'autre alternative pour elles.

LA SAISON.
Reçu, le dernier numéro de *Le Saison*, journal illustré des Dames, paraissant le 1er et le 16 de chaque mois, numéro que les nouvelles littéraires intéressent. M. J. Leboucq & Co, rue de Lillo, 39, à Paris.

LA COUR SUPRÊME.

L'affaire Dudoussat et celle des Glove Contests.

Nos lecteurs n'ont certes, pas besoin que nous leur rappellions tout au long la triste histoire des poursuites et des condamnations dont a été l'objet un de nos aînés, Numa Dudoussat. Fortement soutenu par une foule de gens qui se sont fait, depuis longtemps, un métier de traquer des votes de nos conseillers municipaux; fort habilement défendu, d'ailleurs, par des avocats très retors, il avait été pourtant reconnu coupable par le jury; il était, d'ailleurs, difficile qu'il en fût autrement: il avait été pris en flagrant délit, recevant de l'argent pour le prix de son vote au Conseil municipal. Il avait été, en conséquence, condamné par le juge Ferguson à trois ans de pénitencier.

L'affaire ne devait pas en rester là; les avocats en appelèrent à la Cour Suprême qui vient hier, de prononcer son arrêt. Cette décision était attendue avec une grande anxiété par le public. Aussia la Cour était-elle bondée de curieux. C'est le juge McEnery qui a prononcé la sentence, laquelle a été ensuite approuvée par les juges Miller, Breaux et signée par le président Nicholls.

L'arrêt de la Cour inférieure ayant été pleinement confirmé, le condamné devra faire ses trois ans de pénitencier. C'est un acte d'approbation toute la population honnête de la Nouvelle-Orléans. Il faut en finir avec le régime de corruption qui règne depuis si longtemps, dans nos régions officielles.

—La Cour Suprême n'a pas perdu son temps hier; elle a rendu un autre arrêt qui sera également bien accueilli par la population. L'Etat poursuivait l'Olympic Club, en vue d'interdire ce que l'on appelle le "glove contest", alléguant que ce genre de lutte entraînerait dans la classe de pugilats que la loi condamne. La cour inférieure a décidé en faveur du club; mais l'Etat en avait appelé devant la Cour Suprême. Celle-ci avait infirmé le premier jugement.

Le juge McEnery, parlant au nom de ses collègues, a fort bien expliqué ce, dans les deux cas, tout se passe de même; que, des deux côtés, il y a eu entrainements, défis, secousses, assistance de médecins—toutes circonstances que condamne la loi. Le premier jugement a donc été annulé, renversé, et l'interdiction demandée par l'Etat lui a été accordée.

Voilà deux bons jugements qui font honneur à notre haute cour et qui contribueront puissamment à assainir et à adoucir nos mœurs publiques.

PROCLAMATIONS DE LA REINE.

Voici le texte des proclamations adressées par la reine de Madagascar au gouverneur de provinces et au peuple malgache.

A Ranaindrimanandry, gouverneur de Tananarive, Kommanel et Basitoka, à tous les officiers et juges.

Ainsi parle Ranavalo, reine de Madagascar.
Voici ce que je vous dis: Le peuple est libre décidé à ne pas céder à la France une parcelle de son territoire et cela sous aucun prétexte. Le peuple se battra jusqu'à ce que Madagascar ne soit plus un pays français; il se battra l'hiver, il se battra l'automne, il se battra l'été. Vous savez que pendant l'été, les soldats qui viennent à Tananarive prennent la fièvre. Faites tout votre possible pour attirer à vous les gens de la côte; nous les lancerons contre les Français pendant la mauvaise saison.

Si vous harcelez les Français pendant l'été, ils prendront la fièvre et on pourra les battre très facilement. Vous connaissez la rue des blancs; faites en sorte que notre peuple ne se rapproche point de ceux, car, si les gens de la côte et les Malgaches ne se réunissent sans cesse contre les Français, nous serions bien embarrassés.

Il ne faut pas qu'ils puissent se procurer des armes chez nous. Sachez donc le tenir dans un cercle très resserré pour que le peuple ne puisse pas venir en nombre chez eux.

Faites tout votre possible pour amener les Français à briser nos Français qui nous ont déclaré la guerre.

DEUXIÈME PROCLAMATION.
Ainsi parle Ranavalo, reine de Madagascar.
Voici ce que je vous dis: Les Français veulent s'emparer de ce pays; déjà, en 1853, ils nous ont attaqués; nous les avons repoussés; maintenant la guerre est déclarée. Voici mes instructions:
1. Personne ne pourra embarquer de provisions alimentaires ou ne pourra embarquer rien de ce qui est vivant, de peur que ces choses soient vendues aux Français. Si quelqu'un contrevient à

LES ÉTATS BOERS.

Le télégraphe annonçait récemment que le Parlement de la République d'Orange invitait le gouvernement à négocier avec le Transvaal la fédération des deux Républiques boers et de l'Afrique australe.

On ne sait à l'heure présente à quelles causes attribuer le mouvement unioniste qui s'est manifesté dans les Etats boers; peut-être est-ce à une tendance qui a toujours existé chez les Hollandais de l'Afrique australe.

Les habitants blancs de la République d'Orange sont presque tous des Boers, tandis qu'au Transvaal, les Boers ne comptent guère que pour un tiers parmi les blancs.

Voilà donc la paix assurée de ce côté, et le monde inquiet va, pour un certain temps au moins, pouvoir respirer à l'aise.

LES ÉTATS BOERS.

Le télégraphe annonçait récemment que le Parlement de la République d'Orange invitait le gouvernement à négocier avec le Transvaal la fédération des deux Républiques boers et de l'Afrique australe.

On ne sait à l'heure présente à quelles causes attribuer le mouvement unioniste qui s'est manifesté dans les Etats boers; peut-être est-ce à une tendance qui a toujours existé chez les Hollandais de l'Afrique australe.

Les habitants blancs de la République d'Orange sont presque tous des Boers, tandis qu'au Transvaal, les Boers ne comptent guère que pour un tiers parmi les blancs.

Voilà donc la paix assurée de ce côté, et le monde inquiet va, pour un certain temps au moins, pouvoir respirer à l'aise.

LES ÉTATS BOERS.

Le télégraphe annonçait récemment que le Parlement de la République d'Orange invitait le gouvernement à négocier avec le Transvaal la fédération des deux Républiques boers et de l'Afrique australe.

On ne sait à l'heure présente à quelles causes attribuer le mouvement unioniste qui s'est manifesté dans les Etats boers; peut-être est-ce à une tendance qui a toujours existé chez les Hollandais de l'Afrique australe.

Les habitants blancs de la République d'Orange sont presque tous des Boers, tandis qu'au Transvaal, les Boers ne comptent guère que pour un tiers parmi les blancs.

Voilà donc la paix assurée de ce côté, et le monde inquiet va, pour un certain temps au moins, pouvoir respirer à l'aise.

LES ÉTATS BOERS.
Le télégraphe annonçait récemment que le Parlement de la République d'Orange invitait le gouvernement à négocier avec le Transvaal la fédération des deux Républiques boers et de l'Afrique australe.

On ne sait à l'heure présente à quelles causes attribuer le mouvement unioniste qui s'est manifesté dans les Etats boers; peut-être est-ce à une tendance qui a toujours existé chez les Hollandais de l'Afrique australe.

Les habitants blancs de la République d'Orange sont presque tous des Boers, tandis qu'au Transvaal, les Boers ne comptent guère que pour un tiers parmi les blancs.

Voilà donc la paix assurée de ce côté, et le monde inquiet va, pour un certain temps au moins, pouvoir respirer à l'aise.

LES ÉTATS BOERS.
Le télégraphe annonçait récemment que le Parlement de la République d'Orange invitait le gouvernement à négocier avec le Transvaal la fédération des deux Républiques boers et de l'Afrique australe.



MAJOR HERMAN WISEMAN.

Les dépêches annonçaient à y quelques jours que l'explorateur d'Afrique, le major Herman Wiseman, avait été nommé Gouverneur de l'Est de l'Afrique. Bien que très jeune, quarante-deux ans, le major a beaucoup voyagé. En 1887 il organisa une grande expédition, partant de Loanda et se rendant à Soudan; c'est alors qu'il devint célèbre. L'année suivante, il fit un second voyage en Afrique allant jusqu'à l'endroit appelé "Stanley Pool".

En 1889 son gouvernement l'envoyait à son dernier endroit pour être main forte à Emin Pasha qui cherchait à combattre un mouvement insurrectionnel.

Le brillant officier, dans ses nombreuses campagnes contre les Arabes, fit preuve de grand courage.

Règlement de l'Affaire de l'Extrême Orient.

Nous nous doutions bien que la crise provoquée en Extrême Orient par la prise de possession de la presqu'île de Liao Tung, que convoitait le Japon, se terminerait sans prise d'armes.

Il était à peu près certain, d'un côté, que les puissances européennes ne reculeraient pas, après s'être tant avancées; de l'autre, que le Japon ne se sentirait pas de force à lutter contre elles, sachant bien, surtout, qu'il ne pouvait compter sur l'appui effectif de l'Angleterre. Aussi, s'est-il décidé à renoncer à la conquête de la fameuse presqu'île, cause de tant d'alarmes. Mais, franchement, nous ne croyions pas que les choses s'arrangeraient aussi rapidement.

Il n'y a guère moyen de douter de la véracité de la nouvelle. Elle a été annoncée en même temps à la France, à l'Angleterre et à l'Allemagne.

LES ÉTATS BOERS.

Le télégraphe annonçait récemment que le Parlement de la République d'Orange invitait le gouvernement à négocier avec le Transvaal la fédération des deux Républiques boers et de l'Afrique australe.

On ne sait à l'heure présente à quelles causes attribuer le mouvement unioniste qui s'est manifesté dans les Etats boers; peut-être est-ce à une tendance qui a toujours existé chez les Hollandais de l'Afrique australe.

Les habitants blancs de la République d'Orange sont presque tous des Boers, tandis qu'au Transvaal, les Boers ne comptent guère que pour un tiers parmi les blancs.

Voilà donc la paix assurée de ce côté, et le monde inquiet va, pour un certain temps au moins, pouvoir respirer à l'aise.

LES ÉTATS BOERS.
Le télégraphe annonçait récemment que le Parlement de la République d'Orange invitait le gouvernement à négocier avec le Transvaal la fédération des deux Républiques boers et de l'Afrique australe.

On ne sait à l'heure présente à quelles causes attribuer le mouvement unioniste qui s'est manifesté dans les Etats boers; peut-être est-ce à une tendance qui a toujours existé chez les Hollandais de l'Afrique australe.

Les habitants blancs de la République d'Orange sont presque tous des Boers, tandis qu'au Transvaal, les Boers ne comptent guère que pour un tiers parmi les blancs.

Voilà donc la paix assurée de ce côté, et le monde inquiet va, pour un certain temps au moins, pouvoir respirer à l'aise.

LES ÉTATS BOERS.
Le télégraphe annonçait récemment que le Parlement de la République d'Orange invitait le gouvernement à négocier avec le Transvaal la fédération des deux Républiques boers et de l'Afrique australe.

On ne sait à l'heure présente à quelles causes attribuer le mouvement unioniste qui s'est manifesté dans les Etats boers; peut-être est-ce à une tendance qui a toujours existé chez les Hollandais de l'Afrique australe.

DEPECHE

Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABELLE.

Nouvelles Européennes.

La Ratification du Traité de Pair.

Wildes en liberté.

Croiseurs Français envoyés en Chine.

Campos à Santiago.

Le Conseil Privé Japonais.

Oscar Wilde en liberté.

Mort d'un naturaliste célèbre.

Règlement de l'Affaire de l'Extrême Orient.

Le Duc d'Orléans hors de danger.

La France et le Japon.

Campos certain de réprimer l'insurrection.

L'Extradition de Balfour.

LES ÉTATS BOERS.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Une lettre de M. Gladstone.

Le Japon cède.

Les Envoyés de la Chine.

Londres, 6 mai.—Une dépêche de Taku annonce que les envoyés de la Chine, Ma Ting Pang et Liao Fan ont quitté cette ville pour Chee Foo, à minuit, la nuit dernière.

Wildes en liberté.

Londres, 6 mai.—Une enquête ayant confirmé les déclarations des répondants de Wilde, le juge Pollock a signé l'ordre de sa mise en liberté.

Croiseurs Français envoyés en Chine.

Toulon, 6 mai.—On rapporte que les croiseurs Sfax et Cécile accompagneront en Chine les croiseurs Tag et Suohat. Des munitions et des provisions ont été embarquées hier et les navires sont prêts à partir.

Campos à Santiago.

Santiago de Cuba, 6 mai.—Du correspondant de la Presse Union, le général Martinez Campos est arrivé hier de Villa-Verde à Santiago.

Le Conseil Privé Japonais.

Londres, 6 mai.—Une dépêche de Yokohama à la Gazette de St. James dit que les membres du conseil privé du Japon ont été appelés en toute hâte à Tokio où ils doivent se réunir demain. Les raisons de cet appel précipité ne sont pas données.

Oscar Wilde en liberté.

Londres, 6 mai.—Oscar Wilde a réuni à trouver des répondants pour la citation fixée par le juge Pollock; il sera mis en liberté dans le courant de la journée. Le nom de ses répondants n'est pas annoncé.

Mort d'un naturaliste célèbre.

Genève, 6 mai.—Carl Vogt, un célèbre naturaliste allemand, est mort à Genève, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Le Duc d'Orléans hors de danger.

Bévil, 6 mai.—Le Duc d'Orléans est hors de danger. Ses médecins annoncent qu'il ne publiera plus de bulletins de sa santé.

La France et le Japon.

Paris, 6 mai.—Le Figaro dit que la situation n'est pas grave et que le bombardement des ports japonais par les flottes Russes et Allemandes n'est pas probable, les négociations avec le Japon ne seront pas aussi faciles qu'on le croit généralement.

Campos certain de réprimer l'insurrection.

Madrid, 6 mai.—Le général Martinez Campos télégraphie qu'il est certain d'un prompt triomphe sur les insurgés de Cuba.

L'Extradition de Balfour.

Londres, 6 mai.—Jabez Spencer Balfour, ancien membre du cabinet de l'ancien ministre de la Guerre, a été extradité de l'Amérique à New York.

LES ÉTATS BOERS.

Le télégraphe annonçait récemment que le Parlement de la République d'Orange invitait le gouvernement à négocier avec le Transvaal la fédération des deux Républiques boers et de l'Afrique australe.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Chee Foo, 6 mai.—Les flottes étrangères rassemblées à Chee Foo, la nuit dernière, ont été dispersées.

Une lettre de M. Gladstone.

Londres, 6 mai.—M. Gladstone, a écrit à l'association Anglo-américaine une lettre dans laquelle il a déclaré que les faits locaux, dont je ne parlerai pas, la conduite du Sultan et de la Porte dans la question d'Arménie a été pire que les conditions envers la Bulgarie en 1876.

Le Japon cède.

Londres, 6 mai.—M. Gladstone, a écrit à l'association Anglo-américaine une lettre dans laquelle il a déclaré que les faits locaux, dont je ne parlerai pas, la conduite du Sultan et de la Porte dans la question d'Arménie a été pire que les conditions envers la Bulgarie en 1876.

Les Flottes Étrangères à Chee Foo.

Chee Foo, 6 mai.—Les flottes étrangères rassemblées à Chee Foo, la nuit dernière, ont été dispersées.

Une lettre de M. Gladstone.

Londres, 6 mai.—M. Gladstone, a écrit à l'association Anglo-américaine une lettre dans laquelle il a déclaré que les faits locaux, dont je ne parlerai pas, la conduite du Sultan et de la Porte dans la question d'Arménie a été pire que les conditions envers la Bulgarie en 1876.

Le Japon cède.

Londres, 6 mai.—M. Gladstone, a écrit à l'association Anglo-américaine une lettre dans laquelle il a déclaré que les faits locaux, dont je ne parlerai pas, la conduite du Sultan et de la Porte dans la question d'Arménie a été pire que les conditions envers la Bulgarie en 1876.

Our gan dans l'Alabama.